

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 33.263/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 6 mars 2002, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux brevets, certificats et attestations de service exigés pour la navigation de pêche maritime" (n° de rôle 33.112/4), demande complétée le 5 avril 2002, après application de l'article 84bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat (n° de rôle 33.263/4), a donné le 18 novembre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.263/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 maart 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen die vereist zijn voor de zeevisserijvaart" (rolnummer 33.112/4), waarbij de adviesaanvraag, na toepassing van artikel 84bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, is aangevuld op 5 april 2002 (rolnummer 33.263/4), heeft op 18 november 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Plusieurs dispositions du projet subordonnent l'obtention d'un certificat ou d'un brevet au fait d'avoir terminé avec succès une année ou un cycle de "l'enseignement secondaire de la pêche maritime à temps plein, dont l'Administration reconnaît que le programme contient à ce moment au moins les matières énumérées à l'annexe (...)".

L'on peut se demander si, ce faisant, l'autorité fédérale n'empiète pas sur les compétences des Communautés en matière d'enseignement.

Dans un avis 24.689/8, donné le 19 décembre 1995, sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 mars 1997 relatif au titre professionnel et aux conditions de qualification requises pour l'exercice de la profession de bandagiste, d'orthésiste, de prothésiste et portant fixation de la liste des prestations techniques et de la liste des actes dont le bandagiste, l'orthésiste, le prothésiste peut être chargé par un médecin", la section de législation du Conseil d'Etat avait estimé que :

"Du point de vue de la santé publique, il suffit pour l'autorité fédérale de déterminer dans un sens plus général qu'une formation doit être suivie, celle-ci comprenant un programme répondant au programme minimum tel qu'il est chaque fois prévu dans l'arrêté en projet; le cas échéant, il peut être également fixé une durée minimum à cet égard, en respectant toutefois la compétence des Communautés pour déterminer si la formation théorique peut être suivie à temps plein ou à temps réduit et, partant, pour fixer la durée totale de chaque formation ⁽¹⁾."

Le projet ne dépasse donc pas les compétences de l'autorité fédérale, sauf en ce qu'il prévoit que l'enseignement secondaire de la pêche maritime doit être suivi à temps plein.

2. L'article 1^{er}, 10°, définit, dans sa version française, le "chef de direction" comme étant, semble-t-il, n'importe quel agent de la direction révision et certificats du service du contrôle de la navigation de l'Administration. Cependant, l'on trouve également dans le projet la mention de la "direction révision et certificats du service du contrôle de la navigation".

⁽¹⁾ L'autorité fédérale pourrait, par exemple, prescrire un nombre minimum d'heures. Il incomberait alors aux Communautés de fixer, compte tenu de ces dispositions, le nombre d'années d'études.

L'article 2 autorise, par ailleurs, les fonctionnaires à subdéléguer les pouvoirs qui leur ont été délégués, ce qui ne peut être admis.

Il est suggéré de prévoir, de manière plus simple et plus correcte, que les décisions en matière de brevets, certificats et attestations seront prises par le ministre ou le fonctionnaire par lui délégué.

En conséquence, le projet doit être revu sur ce point.

3. Le projet manque de cohérence. En effet, l'ensemble des conditions pour obtenir les certificats et brevets ne figure pas, comme il serait logique, dans les chapitres II et III.

Ainsi, dans le chapitre IV, qui ne devrait contenir que des règles de procédure, certaines dispositions laissent penser qu'il existerait des exigences en matière de cours de sécurité et de lutte contre l'incendie (article 21, § 2, 6°) et des exigences -ou, à tout le moins, des possibilités- en matière de formation sur simulateur de navigation (article 21, § 2, 5°).

De même, le chapitre VI, relatif au jury d'examen et à la commission d'évaluation, contient de nombreuses dispositions qui se rapportent directement aux conditions de titre ou de temps de navigation effective nécessaires pour l'obtention des certificats et brevets. Certaines de ces dispositions permettent même de déroger aux règles prévues par les chapitres II et III, par exemple l'article 29, § 1^{er}, 6°, qui permet de prendre en considération du temps de service passé à bord de navires autres que ceux consacrés à la pêche maritime.

Le projet doit dès lors être revu afin d'adopter une structure claire et cohérente.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 1^{er}

1. Le 11° ne constitue pas une définition mais une règle qui prévoit que la durée de navigation effective est fixée par la direction révisions et certificats du service du contrôle de la navigation qui se fondera, pour ce faire, sur le rôle d'équipage ou tout autre moyen. Selon le fonctionnaire délégué la fixation de la durée de navigation effective se fait au cas par cas.

Dès lors, cette disposition ne doit pas trouver place dans les définitions mais dans les règles relatives aux conditions de navigation effective nécessaires à l'obtention des brevets, certificats et attestations.

2. Les mots "par chaque autre moyen dont jugera le chef de direction" seront remplacés par les mots "par tout autre moyen pertinent". Il va de soi que le "chef de direction" indiquera au service dont il a la direction quels sont les moyens qu'il estime pertinents.

Article 2

En vertu de l'alinéa 2, les brevets et certificats sont uniquement délivrés à des ressortissants de l'Union européenne. Il convient de viser également les Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen.

En effet, l'article 36, paragraphe premier de cet accord dispose que :

"(...) toute restriction à la libre prestation des services à l'intérieur du territoire des parties contractantes à l'égard des ressortissants des Etats membres de la CE et des Etats de l'AELE établis dans un Etat membre de la CE ou dans un Etat de l'AELE, autre que celui du destinataire de la prestation, est interdite."

.../...

Article 3

Cet article dispose que

"Nul ne peut naviguer à bord d'un bateau de pêche, s'il n'est pas titulaire d'un des certificats, brevets ou attestations de service, énumérés ci-après (...).".

Or, la suite de l'article mentionne uniquement des certificats et des brevets mais nullement des attestations. Celles-ci ne sont mentionnées qu'au chapitre V du projet.

Il est dès lors suggéré d'écrire :

"(...) s'il n'est titulaire d'un des certificats ou brevets énumérés ci-dessous ou d'une des attestations visées au chapitre V (...).".

Article 6

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens exact et l'utilité des mots "une section".

La même observation vaut pour les articles 7 et 8.

Article 15

Mieux vaut supprimer le paragraphe 3 et prévoir, à l'article 14, § 2, un alinéa 2 disposant que les titulaires du certificat d'aspirant-motoriste ont l'aptitude à assurer, à partir de 18 ans, le service des moteurs à bord de bateaux de pêche dotés d'une installation propulsive d'une puissance ne dépassant pas 221 kW.

Article 18

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dispose que :

"Quand le candidat est dans l'impossibilité de fournir toutes les pièces mentionnées sous 1° à 3°, il peut s'adresser à la commission d'évaluation prévue par l'article 29."

L'article 29, § 1^{er}, 8°, dispose que la commission "évalue" alors le cas.

Le Conseil d'Etat se demande quelle sera la conséquence de cette évaluation. S'agit-il de dispenser le candidat de fournir la pièce ou de l'autoriser à en fournir une autre ?

La même observation vaut pour les articles 19, § 1^{er}, alinéa 2, 20, § 2, alinéa 2, 21, § 2, alinéa 2, 22, § 2, alinéa 2, 25, § 4, alinéa 2, et 26, § 3, alinéa 2.

En ce qui concerne les pouvoirs accordés à la commission d'évaluation, il est renvoyé à l'observation formulée sous le chapitre VI.

Article 20

Au paragraphe 2, il est étrange que la demande adressée à l'Administration, direction révision et certificats du service du contrôle de la navigation doive comprendre "une attestation de temps de navigation, délivrée par la direction révisions et certificats du service du contrôle de la navigation".

Selon le fonctionnaire délégué, cela s'explique par le fait que les brevets et les attestations sont délivrés par des services différents.

Au regard du principe de bonne administration, cette explication ne convainc pas.

La même observation vaut pour les autres articles qui prévoient la même attestation.

.../...

Article 21

Il est renvoyé à l'observation générale 3.

Il n'y a évidemment pas lieu de demander la production de documents si ce qu'attestent ces documents n'a aucune utilité pour obtenir un certificat ou un brevet.

Les dispositions relatives à l'obtention des certificats et des brevets doivent, dès lors, être complétées pour intégrer les exigences ou les possibilités en matière de formation sur simulateur et de cours de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Articles 22 et 24

Dans la version française, l'article 22, § 2, 1°, mentionne que les rapports de stage sont signés "pour approbation par le chef de direction" ⁽²⁾.

L'article 24 prévoit que le rapport de stage est "soumis pour évaluation au chef de direction", alors que selon le modèle du rapport de stage, le chef de la direction signe ce document "pour acceptation" ⁽³⁾.

La question se pose dès lors de savoir si le chef de direction dispose ou non d'un pouvoir d'appréciation.

Article 25

1. Au paragraphe 1^{er}, 3°, il vaut mieux écrire :

"3° ou qui font l'objet d'une proposition de la commission d'évaluation, entérinée par le directeur général."

⁽²⁾ Le texte néerlandais utilise le mot "aanvaarding" comme le modèle du rapport de stage (Annexe VIII, 2^e document).

⁽³⁾ Annexe VIII, 2^e document.

2. Au paragraphe 4, 2°, b), le Conseil d'Etat se demande si les attestations visées sont les mêmes que celles mentionnées au paragraphe 4, 2°, a). Si tel est le cas, il suffit, au paragraphe 4, 2°, a), de mentionner aussi le paragraphe 1^{er}, 2°.

Article 26

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il y a lieu d'écrire, au paragraphe 2, d) :

"d) s'il ne peut être satisfait à l'exigence sous c), justifier d'au moins un mois de navigation effective, pendant les douze mois précédant la demande, comme motoriste à bord d'un bateau de pêche doté d'une installation propulsive d'une puissance de plus de 750 kW, sous la direction d'un autre membre d'équipage compétent pour naviguer dans cette fonction."

Cela implique qu'il faille considérer que le paragraphe 2, c), visait, implicitement mais nécessairement, un mois de navigation effectué en tant que motoriste "autonome" ou "indépendant".

Article 29

1. Telle qu'elle est rédigée, cette disposition pourrait laisser croire que la commission d'évaluation dispose d'un pouvoir réglementaire dépassant ce qui serait admissible pour l'examen d'un cas particulier, notamment au paragraphe 1^{er}, 3° et 4°.

Si la compétence ainsi attribuée est de nature réglementaire, elle ne pourrait être admissible que moyennant approbation ministérielle et dans le respect des normes européennes ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Voir la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE.

Les paragraphes 1^{er} et 2 doivent être revus à la lumière de cette observation.

2. Il résulte de l'article 29, § 1^{er}, que certaines conditions pour obtenir un certificat, un brevet ou une attestation peuvent être remplacées par des conditions équivalentes. Ainsi, par exemple, du temps de navigation peut être remplacé par des entraînements et des stages spéciaux intégrés dans l'enseignement secondaire de la pêche maritime (article 29, § 1^{er}, 2^o). De même, du temps de navigation à bord de bateaux de pêche peut être remplacé par du temps de service passé à bord de navires autres que ceux consacrés à la pêche maritime (article 29, § 1^{er}, 6^o).

Ce n'est pas dans un chapitre consacré au jury d'examen et à la commission d'évaluation que doivent être énoncées ces règles mais dans les dispositions qui fixent les conditions d'obtention des certificats, brevets et attestations. Il en va de même pour le paragraphe 1^{er}, 3^o, relatif au temps de navigation effective et pour le paragraphe 1^{er}, 4^o, relatif à l'équivalence d'autres certificats et brevets.

3. Au paragraphe 1^{er}, 1^o, les mots "par l'Administration" doivent être omis. En effet, c'est le projet d'arrêté et non "l'administration" qui exige certaines connaissances.

4. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas clairement le sens du paragraphe 1^{er}, 5^o. Il semble qu'il permette à la commission de faire connaître à un impétrant (qui, par exemple, dispose d'un titre suffisant mais qui n'a jamais navigué) le temps de service qu'il devra passer, à l'avenir, à bord de bateaux de pêche avant de pouvoir obtenir le certificat ou le brevet demandé. Cette disposition doit être énoncée dans les règles relatives au temps de navigation requis. Elle ne pourrait avoir pour effet de permettre de déroger systématiquement au temps de navigation effective requis pour obtenir certains certificats, brevets ou attestations.

Par ailleurs, il semble qu'il faille viser "le temps de navigation effective" et non "l'expérience nécessaire".

.../...

5. En ce qui concerne le paragraphe 1^{er}, 7°, toutes les mesures transitoires indispensables doivent évidemment d'ores et déjà figurer dans l'article 30 du projet. En outre, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte des mots "qui ne pourraient être prises en vertu des articles 25 et 26".

Article 30

Il convient de préciser ce qu'il advient des brevets obtenus conformément à l'arrêté royal du 12 juin 1996 relatif aux brevets, certificats et attestations de service exigés pour la navigation de pêche maritime.

Article 32

Dans la version française, il y a lieu de mentionner l'arrêté royal du 12 juin 1996, précité, et non l'arrêté royal du 21 juin 1996.

Annexe VIII

1. Il convient de numéroté les différents documents énumérés dans cette annexe.

2. Le premier modèle mentionné renvoie à l'article 26, § 2, d), alors que ce dernier ne renvoie pas à l'annexe.

3. Le Conseil d'Etat constate que l'attestation de motoriste 1500 kW ne correspond à aucun des brevets visés à l'article 3. Inversement, au sein de l'annexe, il n'est pas établi d'attestation de motoriste à la pêche côtière.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In verschillende bepalingen van het ontwerp wordt de verkrijging van een getuigschrift, certificaat of brevet gekoppeld aan de voorwaarde om met vrucht een jaar of een afdeling van het " voltijds zeevisserijonderwijs (te hebben) beëindigd, waarvan door het Bestuur erkend wordt dat het programma op dat ogenblik minstens de onderwerpen bevat opgegeven in bijlage (...)".

De vraag rijst of de federale overheid daardoor geen inbreuk maakt op de bevoegdheden van de Gemeenschappen inzake het onderwijs.

In advies nr. 24.689/8, gegeven op 19 december 1995, over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 6 maart 1997 is geworden betreffende de beroepstitel en de kwalificatievereisten voor de uitoefening van het beroep van bandagist, van orthesist, van prothesist en houdende vaststelling van de lijst van technische prestaties en de lijst van handelingen waarmee een bandagist, orthesist, prothesist door een arts kan worden belast, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State het volgende geoordeeld :

"Vanuit het oogpunt van de volksgezondheid volstaat het voor de federale overheid om in meer algemene zin te bepalen dat een opleiding gevolgd moet worden, bevattende een programma dat beantwoordt aan het minimumprogramma zoals dit telkens in het ontwerp wordt bepaald; desgevallend kan daarbij ook een minimumduur bepaald worden, met eerbiediging evenwel van de bevoegdheid van de Gemeenschappen om te bepalen of de theoretische opleiding voltijds of deeltijds gevolgd kan worden, en dus ook om de totale duur van elke opleiding vast te stellen ⁽¹⁾".

Het ontwerp gaat de bevoegdheden van de federale overheid dus niet te buiten, behalve in zoverre het bepaalt dat het secundair zeevisserijonderwijs voltijds dient te worden gevolgd.

⁽¹⁾ De federale overheid zou bijvoorbeeld een minimum aantal uren kunnen voorschrijven. Het zou dan aan de Gemeenschappen staan om, daarmee rekening houdend, het aantal studiejaren vast te stellen.

2. In de Franse versie van artikel 1, 10°, wordt het "directiehoofd" omschreven als, zo lijkt het, onverschillig welke ambtenaar van de directie Keuringen en Certificaten van de dienst Scheepvaartcontrole van het Bestuur. In het ontwerp komen evenwel ook de bewoordingen "directie Keuringen en Certificaten van de dienst van de Scheepvaartcontrole" voor.

In artikel 2 worden de ambtenaren trouwens gemachtigd om de bevoegdheden die hun gedelegeerd zijn te subdelegeren, wat onaanvaardbaar is.

Er wordt voorgesteld de tekst eenvoudiger en correcter te redigeren, en dus te bepalen dat de beslissingen inzake brevetten, getuigschriften, certificaten en dienstbewijzen worden genomen door de minister of de ambtenaar die daartoe door hem gemachtigd wordt.

Het ontwerp dient op dit punt bijgevolg te worden herzien.

3. Het ontwerp is niet coherent. Niet alle voorwaarden om de getuigschriften, certificaten en brevetten te verkrijgen zijn opgenomen in de hoofdstukken II en III, wat logisch zou zijn.

Zo wekken sommige bepalingen van hoofdstuk IV, dat alleen procedureregels zou moeten bevatten, de indruk dat er vereisten bestaan inzake een cursus voor veiligheid en een cursus van brandbestrijding (artikel 21, § 2, 6°) en vereisten - of, op zijn minst, mogelijkheden - inzake opleiding op navigatiesimulator (artikel 21, § 2, 5°).

Evenzo bevat hoofdstuk VI, dat de examencommissie en de beoordelingscommissie betreft, talrijke bepalingen die rechtstreeks verband houden met de voorwaarden inzake beroepstitel of inzake effectieve vaartijd die vervuld moeten worden om certificaten, getuigschriften en brevetten te verkrijgen. Sommige van deze bepalingen voorzien zelfs in de mogelijkheid om af te wijken van de bepalingen van de hoofdstukken II en III, bijvoorbeeld artikel 29, § 1, 6°, waarbij wordt bepaald dat dienstdienst aan boord van zeeschepen buiten de zeevisserij kan worden aanvaard.

Het ontwerp dient derhalve te worden herzien om de structuur duidelijk en samenhangend te maken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 1

1. Onderdeel 11° vormt geen definitie, maar een regel waarin gesteld wordt dat de effectieve vaartijd wordt bepaald door de directie Keuringen en Certificaten van de dienst Scheepvaartcontrole, die daartoe steunt op de monsterrol of gebruik maakt van enig ander middel. Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt de effectieve vaartijd geval per geval vastgesteld.

Deze bepaling hoort derhalve niet thuis bij de definities, maar bij de bepalingen inzake de voorwaarden inzake effectieve vaart waaraan moet worden voldaan om brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen te verkrijgen.

2. De woorden "op elke andere wijze waarover het diensthoofd zal oordelen" moeten worden vervangen door de woorden "op elke andere geschikte wijze". Het spreekt vanzelf dat het "directiehoofd" de dienst waarover hij de leiding heeft in kennis zal stellen van de middelen die hij geschikt acht.

Artikel 2

Krachtens het tweede lid worden de brevetten, getuigschriften en certificaten alleen uitgereikt aan burgers van de Europese Unie. Er dient eveneens gewag te worden gemaakt van de Staten die partij zijn bij het Akkoord betreffende de Europese Economische Ruimte.

Artikel 36, lid 1, van dat Akkoord bepaalt immers het volgende :

"(...) zijn er geen beperkingen van het vrij verrichten van diensten binnen het grondgebied van de overeenkomstsluitende partijen ten aanzien van de onderdanen van de Lid-Staten van de EG en de EVA-Staten die in een andere Lid-Staat van de EG of een EVA-Staat zijn gevestigd dan die, waarin degene is gevestigd te wiens behoefte de dienst wordt verricht."

Artikel 3

Dit artikel bepaalt het volgende :

"Niemand mag in de zeevisserijvaart varen indien hij/zij geen houder is van een van de hierna opgesomde certificaten, getuigschriften, brevetten of dienstbewijzen : (...)".

In dit artikel worden voorts uitsluitend certificaten, getuigschriften en brevetten vermeld, maar geenszins dienstbewijzen. Daarvan wordt pas in hoofdstuk V van het ontwerp gewag gemaakt.

Er wordt derhalve voorgesteld het volgende te schrijven :

"(...) indien hij geen houder is van een van de hierna opgesomde certificaten, getuigschriften of brevetten of van een van de in hoofdstuk V bedoelde dienstbewijzen (...)".

Artikel 6

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze betekenis en het nut is van de woorden "een afdeling".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7 en 8.

Artikel 15

Het is beter paragraaf 3 te laten vervallen en in artikel 14, § 2, een tweede lid op te nemen waarin wordt bepaald dat de houders van het brevet van motorist kustvisserij de bekwaamheid hebben om vanaf de leeftijd van 18 jaar aan boord van vissersvaartuigen met een voortstuwingsvermogen van niet meer dan 221 kW de motoren te bedienen.

Artikel 18

Paragraaf 1, tweede lid, bepaalt het volgende :

"Indien niet alle stukken vermeld onder 1° tot 3° kunnen worden voorgelegd, kan de gegadigde zich wenden tot de beoordelingscommissie bedoeld in artikel 29."

Artikel 29, § 1, 8°, bepaalt dat de commissie alsdan het geval "beoordeelt".

De Raad van State vraagt zich af wat het gevolg zal zijn van deze beoordeling. Zal de gegadigde worden vrijgesteld van de verplichting om het stuk voor te leggen of zal hij een ander mogen voorleggen ?

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 19, § 1, tweede lid, 20, § 2, tweede lid, 21, § 2, tweede lid, 22, § 2, tweede lid, 25, § 4, tweede lid, en 26, § 3, tweede lid.

Wat betreft de taken waarmee de beoordelingscommissie wordt belast, wordt verwezen naar de opmerking in verband met hoofdstuk VI.

Artikel 20

Het is vreemd dat de in paragraaf 2 bedoelde aanvraag die ingediend wordt bij het Bestuur, directie Keuringen en Certificaten van de dienst Scheepvaartcontrole, "een attest van vaartijd afgegeven door de directie Keuringen en Certificaten van de dienst Scheepvaartcontrole" moet bevatten.

Volgens de gemachtigde van de minister is de verklaring hiervoor dat de brevetten en dienstbewijzen worden afgegeven door verschillende diensten.

In het licht van het beginsel van behoorlijk bestuur is deze uitleg niet overtuigend.

Dezelfde opmerking geldt voor de andere artikelen die voorzien in hetzelfde attest.

Artikel 21

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 3.

Er behoort uiteraard niet verzocht te worden om de voorlegging van documenten als hetgeen in die documenten staat van geen enkel nut is teneinde een certificaat, een getuigschrift of een brevet te verkrijgen.

De bepalingen betreffende het verkrijgen van certificaten, getuigschriften en brevetten moeten dan ook worden aangevuld teneinde daarin ook melding te maken van de vereisten of de mogelijkheden inzake de opleiding op simulator, de veiligheidscursus en de brandbestrijding.

Artikelen 22 en 24

In de Franse versie vermeldt artikel 22, § 2, 1°, dat de stageverslagen getekend worden "pour approbation par le chef de direction" ⁽²⁾.

⁽²⁾ In de Nederlandse tekst wordt het woord "aanvaarding" gebezigd, zoals in het model van het stageverslag (bijlage VIII, 2^e document).

In artikel 24 wordt gesteld dat het stageverslag "ter beoordeling (wordt) voorgelegd aan het directiehoofd", terwijl volgens het model van het stageverslag het directiehoofd het document "voor aanvaarding" ⁽³⁾ tekent.

De vraag rijst dan ook of het directiehoofd al dan niet over een beoordelingsbevoegdheid beschikt.

Artikel 25

1. In paragraaf 1, 3°, schrijve men beter :

"3° of ten aanzien van wie de beoordelingscommissie een door de directeur-generaal bekrachtigd voorstel heeft uitgebracht."

2. De Raad van State vraagt zich af of de in paragraaf 4, 2°, b), bedoelde attesten dezelfde zijn als die vermeld in paragraaf 4, 2°, a). Indien zulks het geval is, is het voldoende om in paragraaf 4, 2°, a), eveneens paragraaf 1, 2°, te vermelden.

Artikel 26

Indien dat wel degelijk de bedoeling is van de steller van het ontwerp, behoort in paragraaf 2, d), het volgende te worden geschreven :

"d) indien aan het vereiste in punt c) niet kan worden voldaan, doen blijken van ten minste een maand effectieve vaart gedurende de twaalf maanden die voorafgaan aan de aanvraag, als motorist aan boord van een vissersvaartuig uitgerust met een voortstuwingsinrichting waarvan het vermogen meer dan 750 kW bedraagt, dit onder de begeleiding van een ander bemanningslid dat bevoegd is om in die hoedanigheid te varen."

⁽³⁾ Bijlage VIII, 2^e document.

Dat impliceert dat men ervan moet uitgaan dat in paragraaf 2, c), impliciet maar noodzakelijkerwijs sprake was van een maand vaart uitgeoefend als "zelfstandig" of "onafhankelijk" motorist.

Artikel 29

1. De redactie van deze bepaling, inzonderheid van paragraaf 1, 3° en 4°, ervan, zou de indruk kunnen wekken dat de beoordelingscommissie over een verordenende bevoegdheid beschikt die verder reikt dan hetgeen toelaatbaar is voor het onderzoek van een specifiek geval.

Als de aldus verleende bevoegdheid van verordenende aard is, kan zij enkel worden toegelaten met de goedkeuring van de minister en met inachtneming van de Europese rechtsregels ⁽⁴⁾.

De paragrafen 1 en 2 moeten worden herzien in het licht van die opmerking.

2. Uit artikel 29, § 1, blijkt dat bepaalde voorwaarden voor het verkrijgen van een certificaat, een getuigschrift, een brevet of een dienstbewijs vervangen kunnen worden door gelijkwaardige voorwaarden. Zo kan bijvoorbeeld vaartijd vervangen worden door speciale trainingen en stages binnen het secundair zeevisserijonderwijs (artikel 29, § 1, 2°). Zo ook kan vaartijd aan boord van vissersvaartuigen vervangen worden door dienstdienst verricht aan boord van zeeschepen buiten de zeevisserij (artikel 29, § 1, 6°).

Deze regels moeten niet vermeld worden in een hoofdstuk dat gewijd is aan de examencommissie en de beoordelingscommissie, maar in de bepalingen die de voorwaarden vastleggen voor het verkrijgen van certificaten, getuigschriften, brevetten en dienstbewijzen. Hetzelfde geldt voor paragraaf 1, 3°, waarin sprake is van de effectieve vaartijd, en voor paragraaf 1, 4°, die betrekking heeft op de gelijkwaardigheid van andere getuigschriften en brevetten.

⁽⁴⁾ Zie richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van richtlijn 89/48/EEG.

3. In paragraaf 1, 1°, moeten de woorden "door het Bestuur" worden weggelaten. Immers, het ontwerpbesluit en niet "het bestuur" vereist een bepaalde kennis.

4. De betekenis van paragraaf 1, 5°, is niet echt duidelijk voor de Raad van State. Het lijkt erop dat daarin de mogelijkheid geboden wordt aan de commissie om aan een gegadigde (die bijvoorbeeld over een voldoende geachte akte beschikt, maar die nooit gevaren heeft) de dienstdienst te kennen te geven die hij in de toekomst zal moeten doorbrengen aan boord van vissersvaartuigen vooraleer hij het gevraagde certificaat, getuigschrift of brevet zal kunnen verkrijgen. Deze bepaling moet deel uitmaken van de regels betreffende de vereiste vaartijd. Deze zou niet tot gevolg mogen hebben dat systematisch afgeweken wordt van de effectieve vaartijd die vereist is voor het verkrijgen van bepaalde certificaten, getuigschriften, brevetten of dienstbewijzen.

Overigens lijkt het erop dat er sprake moet zijn van "de effectieve vaartijd", en niet van "de nodige ervaring".

5. In verband met paragraaf 1, 7°, moeten alle noodzakelijke overgangsmaatregelen uiteraard nu al opgenomen zijn in artikel 30 van het ontwerp. Bovendien is het voor de Raad van State niet echt duidelijk wat bedoeld wordt met de woorden "of niet zouden te regelen zijn volgens artikel 25 en 26".

Artikel 30

Er behoort te worden verduidelijkt wat er gebeurt met de brevetten die verkregen zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 juni 1996 betreffende de brevetten, certificaten, getuigschriften en dienstbewijzen die vereist zijn voor de zeevisserijvaart.

Artikel 32

In de Franse versie behoort "L'arrêté royal du 12 juin 1996" te worden geschreven, en niet "L'arrêté royal du 21 juin 1996".

Bijlage VIII

1. De verschillende documenten die in deze bijlage opgenomen zijn, behoren te worden genummerd.

2. Het eerste vermelde model verwijst naar artikel 26, § 2, d), terwijl dit laatste artikel niet naar de bijlage verwijst.

3. De Raad van State stelt vast dat het dienstbewijs van motorist 1500 kW met geen enkel brevet genoemd in artikel 3 overeenstemt. Omgekeerd is er in de bijlage geen sprake van een dienstbewijs van motorist kustvisserij.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. VAN COMPERNOLLE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS